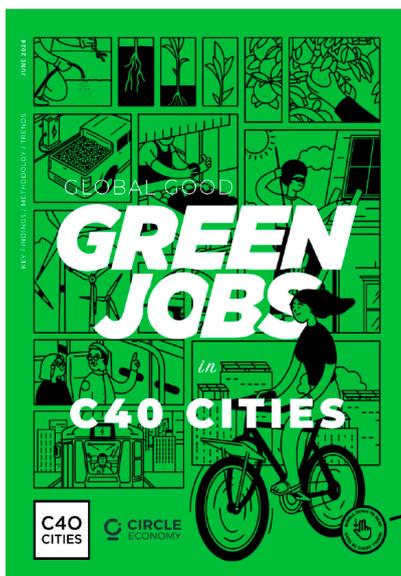




## C40 Cities



**“Quel cahier des charges pour un nouveau label  
« C40 ville du futur » dans l’objectif de la lutte contre  
la crise climatique ?”**

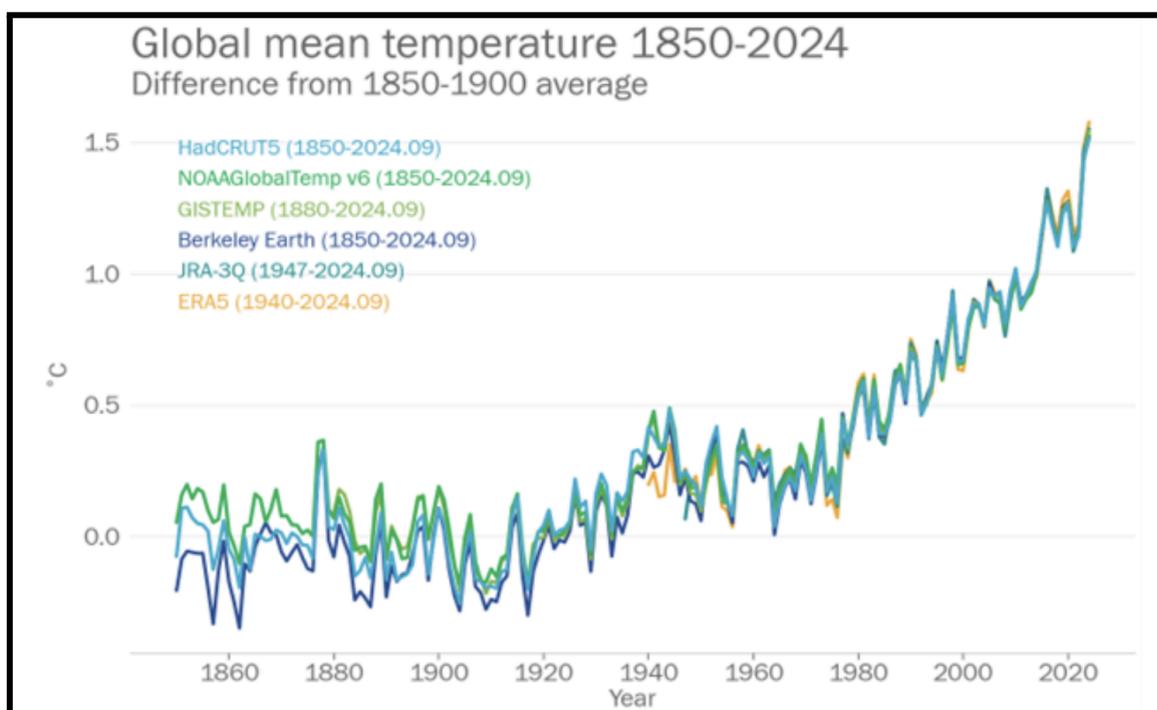
**Commissaires** : Manuela CAVE DE BLOIS, Victoire VEYRIER, Luca BIOCCHI

## **SOMMAIRE :**

<b>I) CONTEXTE ACTUEL DE LA CRISE CLIMATIQUE.....</b>	<b>3</b>
<b>II) POURQUOI UN RÉSEAU C40 CITIES ? :.....</b>	<b>5</b>
<b>IV) OBJECTIFS DU C40 :.....</b>	<b>15</b>
<b>V) DÉFINITION DU LABEL “C40 VILLE DU FUTUR” :....</b>	<b>18</b>
<b>VI) QUELLES SONT LES AMBITIONS DE CE LABEL?...19</b>	
<b>VII) BIBLIOGRAPHIE / SITOGRAFIE :.....</b>	<b>23</b>

## I) CONTEXTE ACTUEL DE LA CRISE CLIMATIQUE

C40 est une plateforme de coopération entre les grandes métropoles de la planète engagée dans la lutte pour les enjeux environnementaux, créée en 2005 par le maire de Londres, Ken Livingstone. Pour comprendre la fonction et les objectifs de C40, il faut tout d'abord saisir l'ampleur des enjeux climatiques actuels. La Terre a toujours fait face au changement climatique, un phénomène ancien et naturel, présent sur notre planète depuis au moins deux millions d'années. Cependant, elle connaît depuis les derniers siècles un changement d'un type nouveau et d'une rapidité trop importante, accéléré par les activités humaines. Aujourd'hui, ces effets sont dévastateurs. Le réchauffement de la planète dépasse déjà les 1.5 degrés : la température moyenne mondiale de janvier à septembre 2024 dépasse de 1.54°C les niveaux préindustriels. Selon l'Organisation météorologique mondiale ou OMM, l'année 2024 est l'année la plus chaude jamais observée.



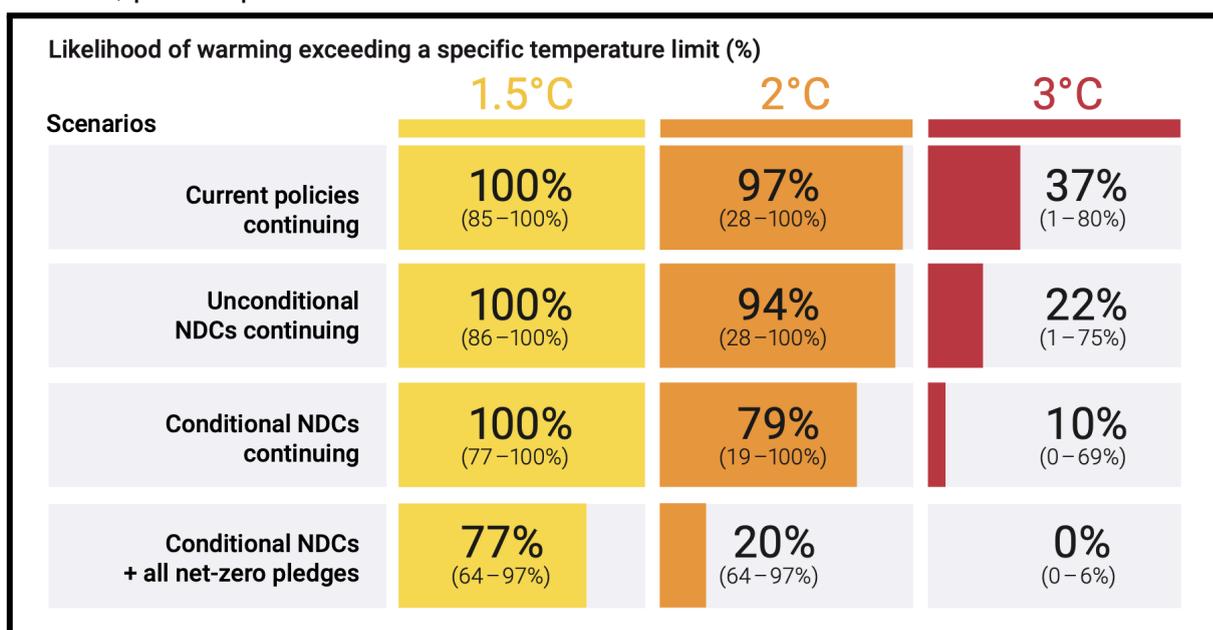
Pour lutter contre le réchauffement climatique, les pays du monde entier coopèrent et se réunissent dans les Conférences des Parties (COP), qui se tiennent chaque année depuis 1995, pour décider de mesures à mettre en place pour limiter les dégâts et minimiser l'impact des activités humaines sur l'environnement.

## A) Description des objectifs de l'Accord de Paris :

L'accord de Paris, adopté en décembre 2015 par 196 Parties lors de la COP 21, est un traité international juridiquement contraignant sur les changements climatiques. Son objectif principal est de limiter le réchauffement de la planète bien en dessous des 2°C, de préférence à 1.5°C

Cependant, il devient de plus en plus difficile d'atteindre l'objectif de limiter la hausse des températures à 1.5°C. Aujourd'hui, les pays sont encore loin de respecter l'objectif de l'accord de Paris: les politiques actuelles en place laissent présager une hausse des températures de 2.8 °C d'ici la fin du siècle. La mise en œuvre des engagements actuels ne permettra de réduire cette hausse qu'à 2.4 ou 2.6°C d'augmentation d'ici à 2100 pour les engagements conditionnels et inconditionnels respectivement.

Selon le rapport 2024 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions de l'ONU, il est nécessaire de mettre en place des options permettant d'accélérer l'action climatique et d'atteindre des niveaux d'ambition mondiaux alignés sur les objectifs de température de l'Accord de Paris dans la prochaine génération de contributions déterminées au niveau national, prévue pour 2025.



Seule une transformation urgente et globale peut permettre de réaliser les énormes réductions nécessaires pour limiter les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 : 42 % par rapport aux projections fondées sur les politiques actuellement en place pour atteindre 1.5°C et 28 % pour atteindre 2°C.

## B) Le C40 et les objectifs de l'Accord de Paris:

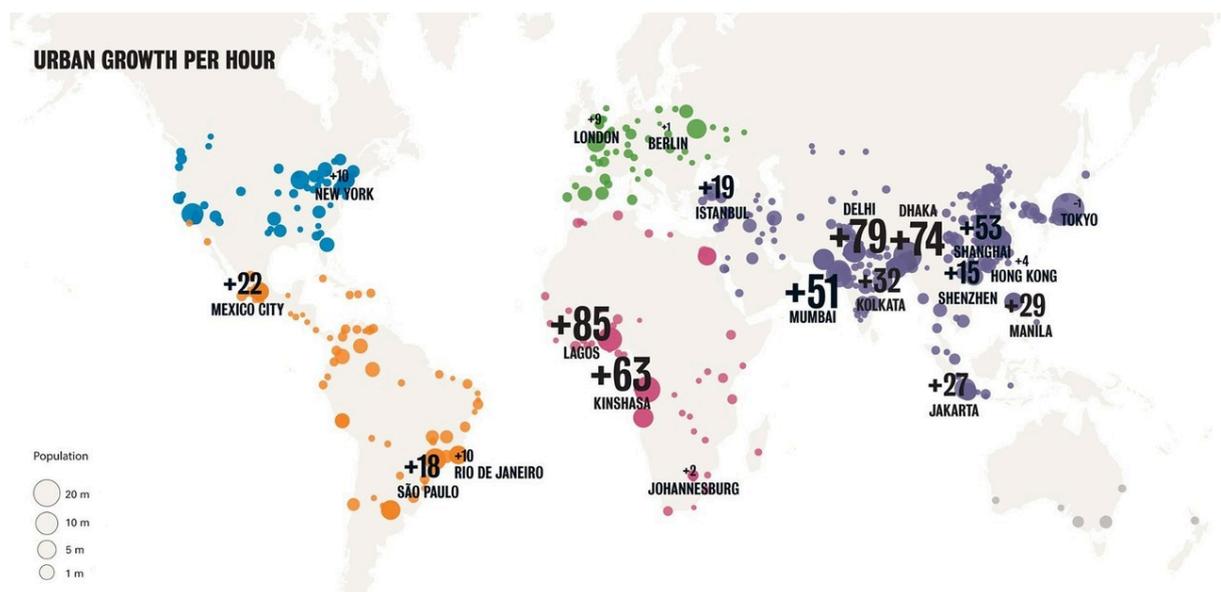
Les villes comme espace de concentration de la population (56% des habitants de la planète), des parcs automobiles, des activités économiques

industrielles les plus polluantes, doivent jouer un rôle central dans la lutte contre les émissions de GES (Gaz à effet de serre). C40 cities met en place des systèmes, comme le *C40 cadre de planification de l'action climatique* et le *C40 programme Deadline 2020* pour aider les villes à lutter contre le réchauffement climatique et réaliser les objectifs de l'Accord de Paris en restant dans les limites de l'objectif de 1.5°C. Voilà pourquoi les responsables des plus grands pôles urbains mondiaux doivent entreprendre des actions exemplaires et ouvrir le chemin pour des prises de positions globales de l'ensemble des acteurs. C40 entend à échelle municipale, précéder si nécessaire les décisions nationales qui tardent souvent à être déterminantes.

## II) POURQUOI UN RÉSEAU C40 CITIES ? :

### A) Définition du C40 :

Le C40 est un réseau orienté vers **des métropoles internationales engagées activement pour atténuer les effets du réchauffement climatique.** Ce réseau permet à ces villes de rayonnement international de partager des connaissances et de mettre en place des actions significatives, mesurables et durables pour réduire leur impact environnemental.



Le C40 a été créé en octobre 2005 par Ken Livingstone, le maire de Londres. Ce dernier a su mobiliser des délégués de 18 villes dans le monde pour signer un protocole d'accord sur la réduction du changement climatique de façon conjointe,

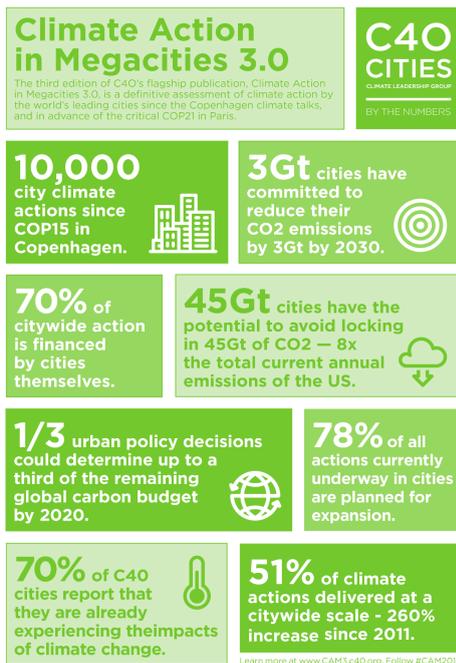
dénoté dans un premier temps « C20 ». Suite à l'intégration d'autres villes, le réseau a reçu l'appellation de C40. Les deux co-présidents du C40 actuellement sont Yvonne Aki-Sawyerr, maire de Freetown (Sierra Leone) et Sadiq Khan, maire de Londres (Royaume-Uni)

Ces leaders assurent la représentation et l'orientation stratégique de ce réseau mondial.



**B) Finalités :**

Les objectifs du C40 s'articulent autour de trois axes principaux : réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 : un objectif ambitieux qui prend en compte les engagements climatiques du monde entier. Puis, limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C : en accord avec les scientifiques pour diminuer les effets les plus dramatiques du changement climatique. Et finalement, favoriser des communautés résilientes, et en bonne santé : cela comprend, par exemple, des mesures tendant à améliorer la qualité de l'air, à encourager les transports non polluants et à augmenter l'adaptation aux aléas climatiques.



## OBJECTIVES

DEVELOP LIVING CITIES

DEVELOP CLIMATE-READY CITIES

DEVELOP CRISIS-PREPARED CITIES

By signing the C40 Urban Nature Declaration, C40 mayors are committing to establish ambitious nature targets to achieve climate resilience and create an agenda for people & nature to support one another.



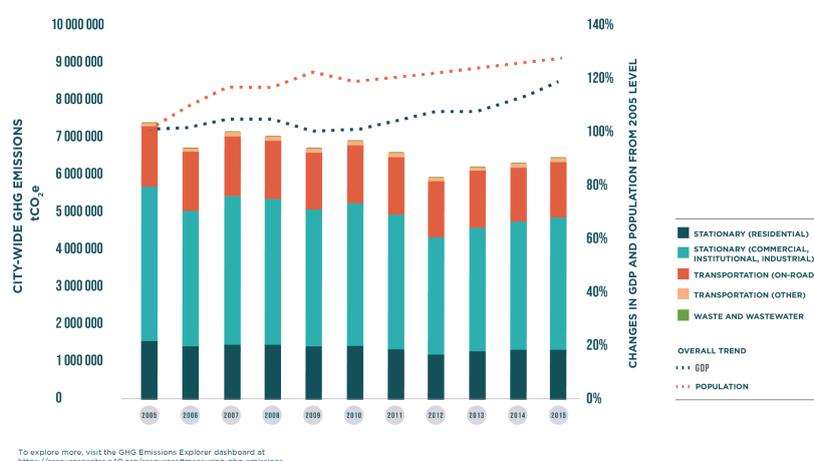
### C) Constitution :

Le C40 est constitué par les grandes villes du monde entier qui sont significatives tant économiquement qu'environnementalement. Ces Villes ont fait le choix d'engager des mesures contre le changement climatique de grande envergure et s'organisent à cet effet au sein d'un comité stratégique dénommé « Steering Committee ». Ce comité est chargé des tâches nécessaires pour le fonctionnement et la direction du réseau. Les membres actuels du comité directeur incluent : Londres (Royaume-Uni) Freetown (Sierra Leone) Phoenix (USA) Medellín (Colombie) Copenhague (Danemark) Paris (France), Dhaka Nord (Bangladesh), Nairobi (Kenya), Tokyo (Japon), Rio de Janeiro (Brésil), Montréal (Canada), Milan (Italie), Séoul (Corée de Sud), Oslo (Norvège) et Hong Kong (Chine).



## D) Critères de sélection des villes:

Pour être éligible à l'adhésion au C40, une ville doit répondre à plusieurs critères essentiels. Elle doit posséder une taille et une importance significatives, avec une population de plusieurs millions d'habitants, ce qui lui permet d'avoir une influence notable sur l'économie mondiale et les émissions globales de gaz à effet de serre. De plus, elle doit s'engager à respecter des objectifs climatiques ambitieux, comparables à ceux prévus par l'Accord de Paris. Enfin, la ville doit démontrer une capacité d'innovation, en étant prête à concevoir et à mettre en œuvre des solutions novatrices pour réduire ses émissions et renforcer sa résilience climatique.



De ce fait, les villes du réseau C40 gagnent leur adhésion par leurs actions. Nos normes de leadership définissent les exigences minimales pour toutes les villes membres et préservent l'intégrité du C40 en tant que réseau de leaders du climat. L'adhésion repose sur des exigences basées sur les performances, et non sur des frais, et chaque ville du réseau C40 est évaluée chaque année par rapport à nos normes de leadership.

Les normes de leadership C40 pour la période 2021-2024 s'articulent autour de cinq piliers essentiels. Les villes doivent planifier en adoptant un plan d'action climatique résilient et inclusif, aligné sur l'objectif de limitation du réchauffement à 1,5 °C fixé par l'Accord de Paris, tout en le mettant à jour régulièrement. Elles doivent réaliser ce plan en restant sur la bonne voie en 2024 pour contribuer à une résilience accrue, des résultats équitables et une réduction de moitié des émissions globales du C40 d'ici 2030. Intégrer les objectifs climatiques dans les processus décisionnels municipaux les plus impactants en mobilisant les outils financiers, réglementaires et autres à disposition est également indispensable. Les villes sont appelées à innover en adoptant des mesures inclusives et résilientes pour traiter les émissions échappant à leur contrôle direct, comme

celles liées aux biens et services consommés localement. Enfin, elles doivent faire preuve de leadership en inspirant une action climatique mondiale ambitieuse et en favorisant la justice environnementale. Depuis plus de 15 ans, les maires du C40 jouent un rôle de premier plan dans ce débat, inscrivant l'action climatique et la justice sociale au cœur des politiques locales et internationales.

### III) LA VILLE AU COEUR DES DYNAMIQUES ENVIRONNEMENTALES

#### A) La ville au coeur des pollutions

Les villes sont des foyers majeurs de pollution, et leur impact environnemental est particulièrement inquiétant. En effet, même si celles-ci ne représentent que 2% de la surface terrestre, elles sont responsables de plus de 60% de la production de gaz à effet de serre. Cette concentration de populations et d'activités humaines est directement responsable de la dégradation de l'air, de l'eau et de l'environnement dans son ensemble.

La pollution de l'air, en particulier, est extrêmement présente dans les zones urbaines. Selon la World Health Organization (WHO) environ 1,3 million de personnes meurent chaque année à cause de la pollution urbaine, une donnée choquante qui souligne la gravité de la situation. Cette pollution est essentiellement causée par trois secteurs : les transports, l'industrie et le résidentiel.

Les transports, notamment les véhicules à moteur, rejettent des millions de tonnes de dioxyde de carbone chaque année, contribuant ainsi de manière significative au réchauffement climatique. En 2020, les émissions mondiales du secteur des transports ont représenté 24% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Dans les grandes métropoles, cette pollution de l'air est intensifiée par les embouteillages et l'utilisation massive des combustibles fossiles, y compris pour le chauffage. .

L'industrie est quant à elle responsable de 21% des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, avec des usines de production, des raffineries et des centrales électriques qui libèrent des polluants dans l'atmosphère à une échelle alarmante. La combustion des combustibles fossiles pour le chauffage des bâtiments, en particulier dans les zones urbaines, représente également une part importante

de cette pollution. Environ 40% de l'énergie consommée dans les villes provient encore de ces sources polluantes.



Exemple de la raffinerie de Feyzin, située au sud de Lyon (France). L'Agence européenne de l'environnement estime que le coût de la pollution atmosphérique d'origine industrielle en Auvergne-Rhône-Alpes coûte plus d'1,4 milliard d'euros par an.

Mais, l'impact de la pollution urbaine ne s'arrête pas là. Le manque d'espaces verts dans de nombreuses villes aggrave la situation en amplifiant le phénomène des îlots de chaleur urbains, des dômes de chaleur qui font que la température peut être jusqu'à 10°C plus élevée que dans les zones rurales environnantes.

La forte concentration de bâtiments et le manque de végétation entraînent une rétention de la chaleur, aggravée par l'absence de circulation d'air (due à la densité de la construction). Les matériaux utilisés dans l'urbanisation, comme le béton, la brique ou la pierre, captent facilement la chaleur durant la journée et la restituent lentement durant la nuit, empêchant ainsi l'air de se refroidir. Ce phénomène rend les populations urbaines particulièrement vulnérables aux vagues de chaleur et aux effets du changement climatique et contribue malheureusement à créer des environnements de plus en plus insalubres et difficiles à vivre.

Le plus inquiétant dans cette situation est que ces problèmes sont loin de diminuer, L'ONU prévoit que 2,5 milliards de personnes supplémentaires résideront dans des zones urbaines d'ici 2050 ce qui va accélérer la concentration des polluants et des effets négatifs sur la santé. Si cet exode rural se poursuit, les défis liés à la pollution urbaine, à la gestion des ressources et aux risques climatiques deviendront impossibles à résoudre, affectant des milliards de personnes à travers le monde.

## **B) Des mesures concrètes à l'échelle locale pour un impact environnemental global**

### **Développement des mobilités durables**



Imaginez une ville où il est facile et agréable de se déplacer sans voiture. On peut prendre un bus électrique silencieux, rouler sur des pistes cyclables bien aménagées ou simplement marcher dans des rues piétonnes animées. C'est déjà une réalité dans des villes comme Copenhague ou Barcelone, où la mobilité douce est devenue une priorité. En réduisant la place des véhicules polluants, ces villes améliorent non seulement la qualité de l'air mais aussi le bien-être de leurs habitants.

L'échelle locale constitue un point de départ essentiel pour des actions concrètes et visibles dans la lutte contre le changement climatique et la transition écologique. C'est au niveau local que les citoyens, les collectivités et les entreprises peuvent mettre en œuvre des solutions durables. Des villes comme Fribourg en Allemagne ou Copenhague au Danemark se sont imposées comme des modèles mondiaux grâce à des initiatives telles que l'adoption d'énergies renouvelables, la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> ou l'urbanisme durable. Malgré les obstacles souvent posés par des gouvernements nationaux peu ambitieux ou par des intérêts économiques divergents, les collectivités locales parviennent à sensibiliser la population et à initier des projets innovants. Ces actions, bien que limitées géographiquement, contribuent à générer une prise de conscience collective et à démontrer l'impact du changement à petite échelle.



Face à l'inaction ou aux politiques insuffisantes de certains États, les initiatives locales montrent qu'il est possible d'agir malgré des contextes défavorables. Aux États-Unis, certaines villes se sont engagées à respecter les objectifs de l'Accord de Paris après son rejet par le gouvernement fédéral, devenant ainsi des exemples de résilience et de leadership environnemental. Des initiatives comme le TransMilenio à Bogotá ou la lutte contre les plastiques à San Francisco démontrent que des politiques locales ambitieuses peuvent inspirer le reste du monde, même sans soutien gouvernemental massif. De telles réussites montrent qu'à travers des programmes de transition énergétique, l'agriculture urbaine, la réduction des déchets ou des processus participatifs, les collectivités locales peuvent non seulement transformer leur territoire mais aussi devenir des modèles pour d'autres villes et régions, amplifiant ainsi leur impact à l'échelle internationale.

### **C) Des métropoles multiculturelles marquées par des inégalités**

Les villes sont des lieux où des populations de cultures, origines et conditions sociales différentes cohabitent. Cet aspect multiculturel est souvent vu comme une richesse, mais il cache aussi une réalité bien plus complexe : celle des inégalités sociales et économiques.

Dans les grandes métropoles, on remarque que les habitants cohabitent rarement dans des espaces socialement mixtes. En effet, les populations issues des mêmes couches sociales, voire origines ethniques, nationalités ou communautés ont tendance à se regrouper dans des quartiers spécifiques. C'est le cas par exemple aux États-Unis avec des quartiers tels que Chinatown ou encore Harlem, historiquement "réservé" aux communautés afro-américaines. Ces regroupements sont souvent perçus comme une manière de préserver une

identité culturelle forte ou de forme de soutiens au sein d'une même communauté, mais c'est aussi souvent le résultat de discriminations tant sociales qu'économiques qui produisent des formes de ghettoïsation. Les populations issues de l'immigration, ayant un accès limité aux ressources et à l'emploi se retrouvent regroupés dans des quartiers moins bien équipés et par conséquent, plus vulnérables sur le plan environnemental et qui produisent des phénomènes de reproduction sociale et d'exclusion.

Ce phénomène de regroupement est particulièrement visible dans les quartiers populaires, où les conditions de vie sont souvent plus difficiles. En effet, dans de nombreuses villes, les quartiers riches et pauvres sont géographiquement séparés, entraînant une fragmentation sociale et urbaine marquée. En France, ceci se retrouve notamment dans les quartiers prioritaires (QPV), où vivent principalement des populations modestes. Un exemple frappant de cette division est le sentiment d'insécurité : selon une étude du Figaro, 26% des personnes résidant en QPV déclarent se sentir en insécurité fréquemment, contre seulement 10% pour celles vivant dans des quartiers plus aisés. Ces différences entre quartiers favorise des inégalités d'accès aux services de base comme l'éducation, la santé ou les transports, et donc les injustices,

Mais cette division n'est pas seulement sociale : elle est également environnementale. Les quartiers populaires, souvent situés près des zones industrielles, des axes routiers ou des infrastructures polluantes, sont les plus exposés à des risques environnementaux majeurs. La pollution de l'air y est plus concentrée, ce qui affecte la santé des habitants. À l'inverse, les quartiers plus riches bénéficient de meilleures conditions de vie, avec davantage d'espaces verts et des infrastructures permettant un cadre de vie plus agréable et moins exposé aux nuisances.

En plus des inégalités environnementales, cette fragmentation urbaine accentue l'impact du changement climatique sur les populations les plus vulnérables. Dans les pays en développement, les plus pauvres vivent souvent dans des logements précaires (ex: bidonvilles), dans des zones sujettes aux inondations, aux glissements de terrain ou aux vagues de chaleur. Ces quartiers sont rarement équipés pour faire face aux catastrophes naturelles, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique.

#### **D) Exemples de Villes inspirantes comme modèles environnementaux**

##### **Surat : La ville intelligente à la tête du mouvement de développement urbain durable en Inde**

Surat, une ville indienne soutenue par Urban Shift, est à l'avant-garde de ce mouvement mondial vers un développement urbain plus vert et plus inclusif. Située sur les rives de la rivière Tapi dans l'État occidental du Gujarat, Surat

abrite 7 millions de personnes et est le centre historique de l'industrie indienne du textile et du diamant. Elle devrait également être la ville à la croissance la plus rapide au monde entre 2019 et 2035. Des infrastructures respectueuses de la nature et résistantes au climat sont essentielles pour que Surat puisse faire face à l'augmentation prévue de la population et à l'expansion physique simultanée sans avoir d'impact négatif sur l'environnement ou la qualité de vie de ses habitants.

### **Pourquoi Surat est un modèle malgré les défis ?**

Surat, une ville portuaire et industrielle située dans l'État du Gujarat, a surmonté des défis majeurs pour devenir une référence en matière de gestion environnementale urbaine, et ce, souvent grâce à des initiatives locales et à l'engagement de ses habitants.

Surat a mis en place des initiatives ambitieuses, telles que le développement de systèmes de gestion des déchets solides, incluant le recyclage et le compostage, ainsi que des programmes de traitement des eaux usées pour réduire la pollution des rivières et des nappes phréatiques. Elle a également investi dans le transport public écologique, en introduisant des bus électriques et en favorisant les infrastructures pour cyclistes et piétons. Par ailleurs, Surat a adopté des solutions innovantes pour atténuer les effets des inondations, en améliorant son système de drainage et en promouvant des projets de reforestation urbaine pour accroître ses espaces verts. Ces efforts témoignent de la volonté de Surat de concilier croissance économique et préservation de l'environnement, tout en s'alignant sur les objectifs de développement durable.

Dans les années 1990, Surat faisait face à des inondations récurrentes et à une épidémie de peste bubonique. En l'absence d'une intervention robuste des gouvernements nationaux ou internationaux, les autorités locales, avec l'appui des communautés, ont mis en place des mesures pour améliorer le drainage urbain pour réduire les risques d'inondations et investir dans des campagnes de sensibilisation pour promouvoir l'hygiène publique.

En l'absence de programmes nationaux de gestion des déchets, Surat a développé un système local efficace qui met l'accent sur la collecte sélective des ordures et collabore avec le secteur informel pour le recyclage, en valorisant les chiffonniers (waste pickers) et en leur offrant des opportunités économiques.

La ville de Surat utilise aussi des technologies de gestion des déchets pour produire de l'énergie, transformant les déchets organiques en biogaz.

Surat est connue pour son industrie textile et diamantaire, deux secteurs historiquement polluants. Plutôt que d'attendre des régulations nationales, les acteurs locaux ont adopté des technologies plus propres, telles que Le recyclage

des eaux usées dans les usines textiles et la modernisation des équipements industriels pour réduire les émissions de carbone.

Surat a également intégré des technologies pour mieux gérer les services urbains, notamment des systèmes de surveillance en temps réel pour gérer l'eau et prévenir les pénuries.

## IV) OBJECTIFS DU C40 :

Le C40 s'est fixé des objectifs ambitieux pour lutter contre le changement climatique en accompagnant les villes dans leurs transitions vers un avenir durable.

### **A) Transformer les villes pour relever les défis climatiques : une ambition guidée par la justice et la résilience**

Le C40 aide les maires des villes membres à mettre en place des plans pour lutter contre le changement climatique, en suivant les objectifs de l'Accord de Paris. Le but est de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C et de réduire les émissions de CO2 par habitant à 2,9 tonnes d'ici 2030. Pour y arriver, il faut transformer rapidement les habitudes de consommation et les industries polluantes tout en rendant les villes plus résistantes aux effets du climat. Cela doit aussi se faire de manière juste et équitable pour que tout le monde en profite.

Pour répondre à ces défis, le C40 propose des programmes concrets. Par exemple, il aide les villes à réduire la pollution de l'air, un problème urgent car 99 % de la population mondiale respire un air de mauvaise qualité. De plus, des efforts sont faits pour réduire les déchets et les gaz comme le méthane qui s'en dégagent, afin de créer des villes zéro déchets. Ces actions climatiques doivent être bénéfiques à tous, surtout aux populations les plus vulnérables. Cela signifie transformer les rues en lieux verts et accessibles, ou encore aider les travailleurs des secteurs polluants à trouver des emplois dans une économie plus durable. Le C40 encourage aussi les villes à abandonner les énergies fossiles pour financer des projets écologiques et créer des emplois verts, qui sont essentiels pour un avenir respectueux de l'environnement. Pour rendre les villes plus résistantes face aux événements climatiques, le C40 propose d'intégrer davantage de parcs et espaces verts et de mieux gérer les ressources en eau. Ces solutions permettent non seulement de lutter contre le changement climatique, mais aussi d'améliorer le cadre de vie des habitants.

Un autre point important est le lien entre justice sociale et action climatique. La crise climatique touche plus durement les populations défavorisées. En effet, les 10 % des populations les plus riches produisent plus de 50 % des émissions mondiales, tandis que les plus démunis subissent les pires impacts. Les communautés vivant dans des quartiers précaires sont particulièrement exposées. Le C40 encourage donc les maires à s'assurer que leurs politiques climatiques prennent en compte les populations les plus vulnérables et leur offrent des opportunités d'amélioration de leur qualité de vie.

Enfin, le programme de budgétisation climatique aide les villes à intégrer les objectifs écologiques dans leurs budgets. Cela permet de garantir que les actions climatiques soient financées correctement et suivies de près. Ce programme aide aussi les maires à sensibiliser le public et à défendre leurs initiatives auprès des gouvernements nationaux et internationaux. En partageant des bonnes pratiques et en encourageant la collaboration entre les différents services des villes, le C40 donne aux maires les moyens de mieux gérer la lutte contre le changement climatique.

## **B) Faire des villes des acteurs clés pour influencer les grandes décisions climatiques mondiales (agenda mondial)**

Le C40 joue un rôle essentiel dans l'influence des grandes décisions mondiales sur le climat en mettant les villes au premier plan des discussions internationales. Lors des sommets comme les COP, les maires des villes membres prennent la parole pour défendre des idées ambitieuses, comme l'arrêt des financements aux énergies fossiles et l'investissement dans des solutions respectueuses de l'environnement. Ce ne sont pas seulement des promesses : ils s'appuient sur les réussites de leurs villes pour montrer que ces idées peuvent être mises en œuvre de manière efficace. Ces résultats concrets donnent du poids à leurs interventions. Par exemple, le C40 a prouvé qu'en investissant dans des infrastructures vertes, les villes pourraient réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 50 % et créer jusqu'à 50 millions d'emplois verts d'ici 2030. Ces chiffres montrent que lutter contre le changement climatique peut aussi être une opportunité pour développer l'économie et améliorer la vie des habitants.

Le C40 ne se contente pas d'agir lors des grandes conférences. L'organisation connecte les villes avec des entreprises (notamment du secteur privé), des investisseurs et des experts pour aider à financer et développer des projets concrets, tout cela dans l'optique de maintenir l'objectif crucial de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C. Plus de 40 projets importants sont déjà en cours, incluant des initiatives comme le développement de bâtiments zéro carbone, l'amélioration des systèmes de transport durable et le renforcement de

la résilience face aux changements climatiques, et représentent un marché estimé à 5,5 milliards de dollars. Ces initiatives montrent que les villes peuvent jouer un rôle clé dans les décisions mondiales sur le climat et ne sont pas seulement des lieux où les défis climatiques se posent, mais aussi des endroits où des solutions concrètes naissent et peuvent être adoptées à plus grande échelle.

### **C) Construire un mouvement mondial pour une transition climatique juste, inclusive et surtout durable**

Le C40 s'engage à construire un mouvement mondial pour accélérer l'action climatique et garantir qu'elle soit équitable pour tous. Au cœur de cette ambition se trouve le Global Green New Deal, une initiative qui relie justice climatique, sociale et économique. Ce programme rassemble des dirigeants politiques, des entreprises, des syndicats, des jeunes et des communautés vulnérables pour travailler ensemble et créer un avenir plus juste et durable. L'objectif est de permettre à chacun, quel que soit son statut ou son origine, de vivre dans une ville où l'air est pur, les emplois sont verts, les logements sont sûrs, et où il existe des protections contre les impacts du changement climatique. Le Global Green New Deal repose sur des actions concrètes. Les villes s'engagent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs clés comme les transports, les bâtiments et les déchets, afin de respecter l'objectif de 1,5 °C de l'Accord de Paris. Ce programme met également l'inclusion au cœur des décisions urbaines pour que tout le monde puisse bénéficier des changements. Pour montrer l'exemple, un programme pilote a été lancé dans cinq villes réparties sur plusieurs continents, où des projets concrets sont développés pour démontrer ce à quoi pourrait ressembler une reprise écologique et équitable après la pandémie de COVID-19.

Le C40 accorde aussi une grande importance au rôle des jeunes dans cette transition. À travers des initiatives comme le Youth Engagement Network ou le C40 Youth Hub, il leur donne les moyens de s'impliquer pleinement dans la lutte contre le changement climatique. Ces plateformes permettent aux jeunes de partager leurs idées, de co-crée des solutions et de s'assurer que leurs voix soient entendues dans les décisions importantes.

Un autre aspect important de ce mouvement est la campagne Cities Race to Zero, qui rassemble plus de 1 000 villes dans le monde autour d'un objectif commun : atteindre zéro émission nette. En rejoignant cette campagne, les villes montrent qu'elles sont prêtes à collaborer avec les gouvernements et les entreprises pour atteindre les objectifs climatiques fixés par l'Accord de Paris. Cette mobilisation leur permet de bénéficier d'un soutien technique et de partager leurs expériences pour avancer plus vite et de manière efficace.

#### **D) Renforcer l'action climatique des villes pour relever les défis du changement climatique et protéger l'avenir**

Les villes, où vit la majorité de la population mondiale, sont au cœur des enjeux climatiques. Elles subissent directement les impacts du changement climatique, comme les pénuries d'eau, les vagues de chaleur extrême ou encore la pollution de l'air. Elles doivent donc agir rapidement et de manière ambitieuse pour limiter ces effets et protéger leurs habitants.

En matière d'eau et de chaleur, les défis sont immenses. D'ici 2050, des centaines de millions de personnes risquent de manquer d'eau potable ou d'être exposées à des vagues de chaleur insupportables. Pour y faire face, il est essentiel de développer des solutions comme des systèmes d'alerte pour prévenir les catastrophes, des espaces verts pour rafraîchir les villes et une gestion durable des ressources en eau. La qualité de l'air est un autre enjeu majeur. Aujourd'hui, presque toute la population mondiale respire un air pollué, ce qui cause des millions de décès chaque année. Pour inverser cette tendance, les villes doivent favoriser des moyens de transport non polluants, comme la marche, le vélo ou les véhicules électriques, tout en développant des espaces verts pour assainir l'air.

Les bâtiments, responsables de la majorité des émissions urbaines, doivent également être repensés. En adoptant des normes énergétiques strictes et en utilisant des matériaux durables, les villes peuvent réduire leur empreinte carbone tout en répondant aux besoins de logements.

Enfin, les systèmes alimentaires et la gestion des déchets doivent évoluer vers des modèles plus durables. Il s'agit de réduire le gaspillage alimentaire, d'encourager des régimes à base de plantes et d'adopter des stratégies "zéro déchet", comme le recyclage et le compostage.

### **V) DÉFINITION DU LABEL "C40 VILLE DU FUTUR" :**

Le label "C40 ville du futur" est une certification qui sera accordée aux villes qui rempliront des objectifs concrets aux niveaux économiques, sociaux et urbains.

Inspiré par les initiatives des villes du C40, ce label mettrait en avant des municipalités qui adoptent des politiques pour réduire leur empreinte carbone, promouvoir les énergies renouvelables, améliorer la qualité de l'air, et encourager une gestion durable des ressources.

Le but est de favoriser une transformation durable, inclusive et sociale en alliant solutions écologiques, innovations urbaines, et bien-être collectif pour répondre aux défis actuels et futurs. C'est lors de la rencontre internationale C40 cities de Madrid en mars 2025 que les critères de ce label seront discutés et définis.

## VI) QUELLES SONT LES AMBITIONS DE CE LABEL?

### **Axe 1. Pour une ville du futur plus respectueuse de l'environnement :**

À travers le label "ville du futur", les villes cherchent à atteindre une neutralité carbone, en adaptant leurs infrastructures notamment avec des bâtiments zéro carbone, dans lesquels les émissions de ces gaz provenant des matériaux et de l'exploitation du bâtiment sont réduites au minimum, en implantant davantage de réseaux d'énergie renouvelables suite à des constructions propres.

Au niveau des infrastructures, de plus en plus de bibliothèques et d'installations de réparation partagées entre autres sont mises en place par les maires des villes pour promouvoir un avenir sans déchets. La gestion des déchets est aussi un domaine important dans les nouvelles formes d'urbanisation et de construction. Les maires des villes doivent impérativement chercher des solutions viables pour l'élimination des déchets. Ce secteur est l'un des trois principaux secteurs émetteurs de méthane et est responsable d'environ 20% des émissions de méthane d'origine humaine dans le monde. La Banque mondiale estime d'ailleurs qu'en 2050, nous produirons 3,88 milliards de tonnes de déchets par an, soit une augmentation de 73% par rapport à 2020. Ainsi, le label "Ville du futur" prendra aussi en compte ce secteur et cherchera des solutions pour améliorer la gestion des déchets au sein des villes. En plus de réduire les déchets, ce label se centrera sur la mise en place de solutions pour améliorer les systèmes alimentaires urbains et réduire les taux de gaspillage dans les villes.

Finalement, la construction d'infrastructures plus résilientes et résistantes aux risques climatiques est aussi une priorité pour les maires souhaitant obtenir le label "C40 ville du futur", dans l'objectif de protéger les populations les plus vulnérables et de réduire les dégâts liés à l'eau notamment.



## **Axe 2 : L'enjeu spécifique de la mobilité et des transports respectueux du climat:**

Le transport est la source d'émissions de gaz à effet de serre qui connaît la croissance la plus rapide et représente le 27 % des émissions mondiales. C'est donc un sujet très important dans ce label où la mobilité durable est une priorité. Le label cherche à encourager le développement d'espaces de mobilité durable, en favorisant les déplacements à pied, à vélo ou en transport partagé plus qu'en voiture, tout en s'assurant que les trajets restants en véhicule soient effectués avec des véhicules à zéro émission.

De même, ce domaine comprend aussi le transport maritime, qui aujourd'hui reste très dépendant des énergies fossiles. D'après le rapport 2022 du GIEC, le transport maritime représente 16% des émissions de fret et 70% des tonnes-kilomètres transportées ( c'est-à-dire, le déplacement d'une tonne de marchandises sur un kilomètre). Plus généralement, il représente 3% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, et cette tendance continue à augmenter: d'après les experts du GIEC, les volumes de fret ont augmenté de 250% sur les 40 dernières années. Les maires du C40 jouent un rôle très important dans la réduction de ces émissions de gaz à effet de serre. Certains abritent dans leurs villes des ports fréquentés mondialement qui relient les principales économies. Les dirigeants des villes, à travers le label, doivent donc développer et mettre en place des solutions zéro émissions, créer des programmes, soutenir la recherche et l'innovation afin que leurs villes puissent continuer à jouer un rôle essentiel dans le commerce et l'économie internationale tout en restant vertes et durables.

## **Axe 3. Pour une ville du futur verte, mais dynamiquement économique:**

Ce label vise à stimuler la création d'emplois verts, en favorisant le développement des secteurs à faible impact environnemental notamment dans l'agriculture durable et la production d'énergies renouvelables.



À travers ce nouveau label, le réseau C40 cherche aussi à privilégier une véritable collaboration entre villes, communautés et entreprises pour maintenir la trajectoire des 1.5°C, et pour permettre un plus grand soutien aux actions climatiques de la ville. Grâce au label, les villes sont incitées à engager activement le secteur privé dans la lutte contre le réchauffement climatique à

travers des initiatives variées, des subventions ciblées et la mise en œuvre de partenariats public-privé.

Les ambitions du label "ville du futur" dans le domaine économique passent aussi par la mise en place de sanctions pour les villes ne respectant pas les exigences fixées dans le cahier des charges. Ce label veut garantir l'efficacité et la rigueur des actions entreprises par toutes les villes du C40.

Le label "Ville du futur" permettra également la mise en place de systèmes innovants et de fonds d'investissement spécifiquement dédiés au développement durable et aux énergies propres, pour encourager des transitions économiques locales alignées avec les objectifs climatiques globaux.

#### **Axe 4. Pour une ville du futur verte, mais inclusive socialement :**

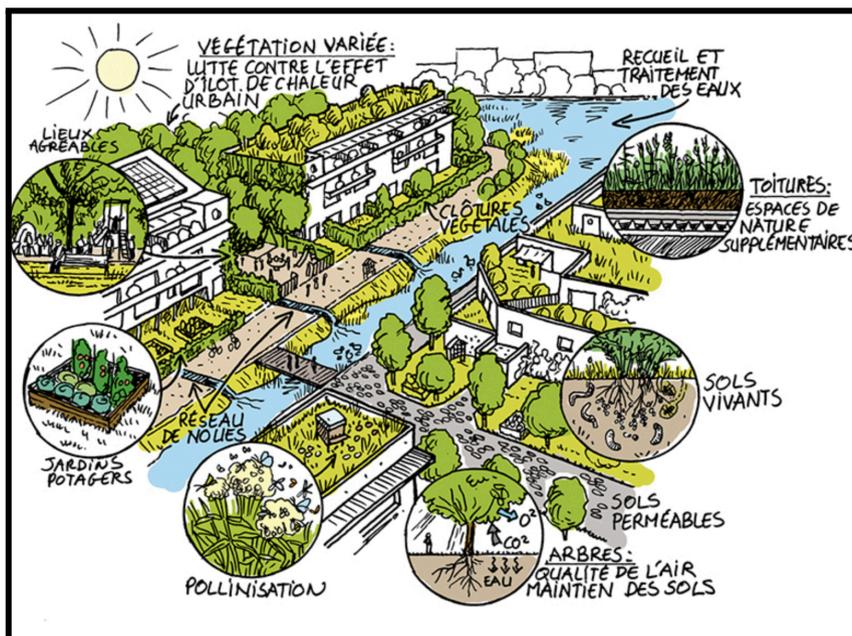
L'ambition du label "Ville du futur" dans le domaine social est celle de promouvoir la justice sociale à travers diverses initiatives. Premièrement, les villes du C40 voulant obtenir ce label doivent réduire les taux de chômage par la création d'emplois pour l'action climatique à échelle locale, et notamment pour les femmes et les jeunes. Il s'agit aussi de créer des communautés plus inclusives qui permettent de protéger et valoriser des groupes qui ont été marginalisés, donc de réduire les inégalités sociales. Cela pourrait signifier améliorer la qualité de l'air dans les quartiers à faible revenu, ou encore accroître l'accès à des services durables.

Finalement, le label "Ville du Futur" vise à promouvoir une meilleure santé des individus. Ceci se fait tout d'abord en promouvant un système et des politiques alimentaires durables, permettant à la fois de réduire l'insécurité alimentaire dans le monde mais aussi de limiter le gaspillage alimentaire et les émissions mondiales provenant de ces systèmes. La majeure partie de la nourriture mondiale est consommée dans les villes, ce qui explique le rôle important de celles-ci pour réduire l'impact négatif des systèmes alimentaires. La qualité de l'air est un autre point essentiel du label dans le domaine social et de

la santé. La pollution atmosphérique dans le monde devient de plus en plus importante, et ceci affecte de nombreuses villes et communautés en provoquant des maladies voire même des décès prématurés. Ainsi, les villes du C40 doivent mettre en place des mesures urgentes pour réduire les risques, lutter contre la crise climatique et favoriser des modes de vie plus sains et verts.



*Exemple d'un croquis architectural illustrant les idées proposées par le label "C40 Ville du futur" pour une ville verte et durable, réalisé à l'aide d'Intelligence Artificielle*



## VII) BIBLIOGRAPHIE / SITOGRAPHIE :

<https://www.c40.org/>

[https://www.unep.org/interactive/emissions-gap-report/2019/report\\_fr.php](https://www.unep.org/interactive/emissions-gap-report/2019/report_fr.php)

<https://www.unep.org/fr/resources/rapport-2022-sur-lecart-entre-les-besoins-et-les-perspectives-en-matiere-de-reduction-des>

[https://www.c40knowledgehub.org/s/topic/0TO1Q0000001IR9WAI/climate-action-planning?language=en\\_US](https://www.c40knowledgehub.org/s/topic/0TO1Q0000001IR9WAI/climate-action-planning?language=en_US)

<https://fr.digi.com/blog/post/sustainable-city#:~:text=Pour%20d%C3%A9finir%20une%20ville%20%C3%A9cologique,pas%20d'un%20r%C3%A9ve%20futuriste.>

[EGR2024.pdf](#)

<https://greenly.earth/fr-fr/blog/actualites-ecologie/quelle-est-l-empreinte-carbone-du-transport-maritime>

<https://www.catf.us/fr/2022/09/how-our-trash-contributes-to-climate-change/>

<https://www.futura-sciences.com/maison/actualites/batiment-ressembleront-villes-futur-64965/>

<https://smart-city.eco/ville-du-futur/>

<https://www.un.org/fr/climatechange/climate-solutions/cities-pollution#:~:text=Les%20villes%20contribuent%20significativement%20aux,la%20surface%20de%20a%20Terre.>

<https://www.acclimaterra.fr/wp-content/uploads/2021/10/Rapport-AcclimaTerra-2018-Chap11-Urbain.pdf>